

Interview de Paul Collowald: le sommet de La Haye de décembre 1969 (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

Source: Interview de Paul Collowald / PAUL COLLOWALD, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 27.-28.06.2002. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:08:55, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_paul_collowald_le_sommet_de_la_haye_de_d_ecembre_1969_sanem_27_et_28_juin_2002-fr-f66a7e6b-c5ee-4e30-af5a-734f2dcb4807.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Paul Collowald: le sommet de La Haye de décembre 1969 (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

[Etienne Deschamps] Quels souvenirs gardez-vous du sommet européen de La Haye, en décembre 1969?

[Paul Collowald] Lorsqu'on essaye de revenir quelques années en arrière, quelques fois on butte sur un certain nombre de mots-clés et, pendant une dizaine d'années, on a parlé d'approfondissement et d'élargissement, et puis, quelques fois, on se dit: «Mais, au fond, à quel moment cette espèce de tandem renforcement-élargissement a-t-il été lancé?» Eh bien, c'est au sommet de La Haye, en décembre 1969, là aussi on a parlé de tournant historique je crois, en effet, la Communauté était arrivée à un point – il y avait eu des crises: la chaise vide en 1965, la demande d'entrée des Anglais, les rebuffades, disons un peu, du général de Gaulle à travers telle ou telle conférence de presse – on était arrivé à une atmosphère assez tendue. Et alors, il y a eu deux faits nouveaux: le général de Gaulle a quitté le pouvoir de son fait, il a eu comme successeur Georges Pompidou, quelques mois avant ce sommet; en Allemagne, nouveau chancelier, Willy Brandt. Donc, ces deux responsables du couple franco-allemand sont nouveaux et se trouvent dans une situation «il faut faire quelque chose» et c'est à ce moment-là qu'on a dit: «Bon, très bien. Les Anglais ont l'air de bouger; en face, bientôt viendra au pouvoir Edward Heath, qui était un conservateur européen – ça existe – et tout ça s'est mis en marche en décembre, à La Haye en 1969. Et ce sommet de La Haye est intéressant à plusieurs titres. D'abord en soi: on a pris la décision, on va s'ouvrir, les Anglais... on va commencer les négociations avec les Irlandais, les Danois, les Norvégiens, s'ils le souhaitent, mais d'autre part, condition sine qua non du lien, il faut boucler tout le dossier du financement agricole, mettre tout ça en place, renforcer par l'Union économique et monétaire, un balbutiement d'union politique, donc là, c'est vraiment une sorte de nouveau départ. Mais c'était une période de nouvelles initiatives pour laquelle les services de la Commission, dans la préparation du sommet, ont joué un très grand rôle. Aussi bien Raymond Barre pour l'Union économique et monétaire qu'Émile Noël, comme secrétaire général, a participé d'une manière intense aux préparatifs de ce qui est sorti du sommet de La Haye. Mais nous étions encore un peu dans les lendemains de la crise avec la France, avec le général de Gaulle et le nouveau président de la Commission, Jean Rey, a eu cette malchance de tomber dans ce contexte, ayant succédé à Walter Hallstein. Et le résultat a été que Bino Olivi, le porte-parole de la Commission et moi-même, porte-parole adjoint, nous avons accompagné notre président à La Haye dans des conditions, je dirais, un peu difficiles, parce que le rôle officiel de la Commission était réduit à sa plus simple expression. À l'ordre du jour, à un moment donné, on a dit: «Sur les affaires communautaires, souligné trois fois, le président de la Commission sera reçu, il aura la parole pendant une heure et puis l'huissier pourra le reconduire». Ce n'est pas exactement ce qui s'est passé quelques années plus tard, où, avec le même traité de Rome, mais dans d'autres circonstances, Jacques Delors, avec ses mérites propres, a bénéficié de circonstances totalement différentes car il avait comme appui, excusez du peu, le chancelier Kohl et le président Mitterrand. Donc, tout ça est un peu lié et on constate au passage que, dans l'histoire européenne, vous avez les textes, vous avez les circonstances et vous avez les personnages. Et alors, à La Haye, avec Bino Olivi, nous avons vécu, je dirais, un mauvais moment, parce que c'était quand même un peu humiliant de se trouver dans cette circonstance. Alors, nous, on a fait de notre mieux. C'est-à-dire que la veille au soir, bon, on savait qu'il allait se passer des choses, Bino Olivi allait au briefing des Français, comme on dit, Pompidou, ses porte-parole; moi, parlant bien allemand, j'allais au briefing de Willy Brandt et de ses collaborateurs; ensuite, le soir, on a fait la synthèse et le lendemain matin, nous avons rendez-vous à l'hôtel de notre président Jean Rey, où on m'a expliqué ce qui s'était passé la nuit. Je dirais qu'on ne se souvient plus tellement de ces choses-là, mais pour moi ça a été un mauvais souvenir. Mais enfin, Jean Rey a fait face et puis, avec Bino Olivi, on s'est un peu vengés, nous, les responsables de la presse de la Commission – entre guillemets vengés – parce qu'avec un bon chef de bureau de La Haye, ses bonnes relations avec le ministère des Affaires étrangères a fait que nous avons bloqué pendant une heure la grande salle de briefings – il y avait des centaines de journalistes là. Nous avons averti nos accrédités avec lesquels nous avions de bonnes relations de confiance et tout ça. La salle était pleine à craquer, au grand étonnement des délégations qui ont dit: «Mais, la Commission... le président est venu expliquer pendant une heure... mais, qu'est-ce que vous voulez faire là?» «Nous faisons notre briefing». Nous avons expliqué toute la position de Jean Rey, etc. et on a vu que dans les attachés de presse des différents ministères des autres pays, ils ont dit: «Mais ils nous ont fait un coup là!» et Jean Rey était absolument ravi de la manière dont on s'était sortis de cette situation un peu compliquée. Alors, une dernière chose que l'on pourrait dire de ce sommet de La Haye et je crois que le souvenir que j'en ai gardé a

été réactivé par l'actualité de cet été 2002, de cet automne 2002, où il y a une convention qui est en train de travailler et on a eu la bonne idée d'instaurer à la mi-juillet une convention pour la jeunesse. Alors, j'ai vu des articles sympathiques disant: «Ah, enfin, on pense à la jeunesse!» Et alors, je me suis dit: «Tiens, moi j'ai un souvenir du sommet de La Haye de décembre 1969», où, à l'époque, comme chaque sommet, se terminait par un communiqué. Or, j'ai ce communiqué sous les yeux et je suis sûr que tout le monde l'a oublié. Que disait le dernier paragraphe? Le dernier paragraphe, il disait ceci: «Toutes les actions créatrices et de croissance européennes, ici décidées, seront assurées d'un plus grand avenir si la jeunesse y est étroitement associée. Cette préoccupation a été retenue par les gouvernements et les Communautés y pourvoient.» Alors, évidemment, on peut un peu sourire, parce qu'il y a une affirmation forte et puis, les chefs d'État et de gouvernement bottent un peu en touche, en se disant: «Bon, la Commission se débrouille.» Oui, mais Jean Rey a pris ça très au sérieux, il a convoqué au Berlaymont un colloque avec la jeunesse, etc. et de tout cela est sorti le Forum, le Forum européen de la jeunesse. Donc, au passage, je souhaitais rappeler ce qui, je crois, a été beaucoup oublié.